



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Collectivités de la Citoyenneté et de la légalité
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme et de l'Environnement

Perpignan, le 4 novembre 2024

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF DCL BCLUE 2024 309-0001 mettant en demeure la société PATRICK TUBERT de régulariser la situation administrative de l'activité de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux qu'elle exerce sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons » sur le territoire de la commune d'Elne, et prescrivant à cette société, le cas échéant, la réalisation d'un audit réglementaire (AIOT n° 0006604788)

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,

- Vu** le Code de l'environnement, et en particulier son article L. 171-8 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et suivants ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret présidentiel du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2024 298-0002 du 24 octobre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2024 226-0002 du 13 août 2024 autorisant la société PATRICK TUBERT à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri de déchets non dangereux sur le territoire de la commune d'Elne, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons » ;
- Vu** le rapport n° 2024-122-PR/EX daté du 3 septembre 2024 établi par l'inspection des installations classées à l'issue de son contrôle du 27 août 2024 suite à l'incendie survenu le 24 août 2024 dans le centre de tri de déchets non dangereux que la société PATRICK TUBERT exploite chemin de Charlemagne à Elne ;
- Vu** le projet du présent arrêté préfectoral porté à la connaissance de la société PATRICK TUBERT par courrier du 23 septembre 2024 ;
- Vu** les observations formulées par la société PATRICK TUBERT, reçues par courrier du 11 octobre 2024, sur ce projet ;

Considérant que lors de son contrôle du 24/08/2024, l'inspection des installations classées a constaté que la société PATRICK TUBERT avait étendu l'exercice de son activité de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux sous un abri en forme de tunnel qu'elle a construit sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, cette extension d'activité et la construction de l'abri associé constituent, a minima, une modification notable qui aurait dû être portée à la connaissance de Monsieur le Préfet avant sa réalisation ;

Considérant que la société PATRICK TUBERT n'a pas porté son projet d'extension à la connaissance de Monsieur le Préfet avant sa réalisation ;

Considérant par conséquent, que l'inspection des installations classées ne dispose pas des informations lui permettant de pouvoir garantir à Monsieur le Préfet :

- d'une part, que l'abri a été construit dans le respect des normes en vigueur et en conformité avec la réglementation applicable ;
- d'autre part, que les moyens mis en œuvre pour lutter contre un éventuel incendie qui surviendrait sous cet abri ont été correctement dimensionnés ;

Considérant que le département des Pyrénées-Orientales, fortement venté et connaissant un épisode de sécheresse depuis plusieurs mois, est particulièrement sensible au risque d'incendie en période estivale ;

Considérant le risque important d'incendie dans les établissements qui gèrent ou stockent des déchets et, en particulier, les deux incendies, bien que rapidement maîtrisés, survenus en moins d'un mois, dans le centre de tri de déchets de la société PATRICK TUBERT à Elne, respectivement les 1^{er} et 24 août 2024 ;

Considérant les dangers et inconvénient pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 171-8, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du Code de l'environnement aux installations classées pour la protection de l'environnement, Monsieur le Préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y

satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales,

ARRÊTE

ARTICLE LIMINAIRE

Les délais mentionnés ci-après courent à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 1^{er} - CHAMP DE LA MISE EN DEMEURE

La société PATRICK TUBERT (n° SIREN : 392 005 070), dont le siège social est situé 52 route de Bages à Elne (66200), ci-après dénommé l'exploitant, est mise en demeure, de régulariser la situation de l'activité de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux qu'elle exerce sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, chemin de Charlemagne, lieu-dit « Els Mossellons », sur le territoire de la commune d'Elne :

- soit en adressant, **dans un délai n'excédant pas 6 mois**, à Monsieur le Préfet un porter à connaissance de cette extension d'activité avec tous les éléments d'appréciation ;
- soit en cessant, **dans un délai n'excédant pas 1 mois**, l'activité exercée sur ladite parcelle et en remettant celle-ci dans un état tel qui ne présente pas de dangers ou d'inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, incluant l'évacuation des déchets dans une ou plusieurs installations autorisées à les traiter.

ARTICLE 2 - MESURES CONSERVATOIRES

Dans l'attente de la régularisation administrative de l'activité de transit, tri, regroupement de déchets non dangereux exercée sur la parcelle cadastrale n° 0042, section AL, de la commune d'Elne, l'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel de 6 juin 2018 susvisé.

Dans le cas où il choisit de retenir la première des options mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté (envoi d'un porter à connaissance à Monsieur le Préfet), l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai n'excédant pas 1 mois**, un rapport établi par un organisme extérieur compétent en environnement :

- démontrant qu'il respecte en particulier les dispositions de l'article 9-I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé relatives aux moyens de lutte contre incendie, notamment pour ce qui concerne le dimensionnement des réserves d'eau, du débit d'extinction et les moyens de mise en œuvre, en tenant compte des effets dominos ;
- analysant et proposant les mesures complémentaires à mettre en œuvre concernant la détection et la surveillance, la mise en place de rondes, les procédures de défaut de tri, afin de tenir compte de la vulnérabilité du site.

ARTICLE 3 - JUSTIFICATION DE LA MISE EN DEMEURE

Dans le cas où il retient la seconde des options mentionnées à l'article 1^{er} du présent arrêté, **dans un délai n'excédant pas 2 mois**, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, par courrier ou courriel la copie du ou des documents démontrant que les déchets ont été évacués dans une ou plusieurs installations régulièrement autorisées à les traiter.

ARTICLE 4 - SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales pourra faire application des mesures et sanctions administratives prévues par les dispositions des articles L. 171-8 et suivants du Code de l'environnement.

ARTICLE 5 – PUBLICITÉ - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En vue de l'information des tiers le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales pendant une durée minimale de deux mois.

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune d'Elne, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui notifié à la société PATRICK TUBERT, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont une copie sera adressée :

- au Maire de la commune d'Elne ;
- au Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,

Bruno BERTHET

